

LA SAGA D'UNE MULTINATIONALE

## Shell, un pétrolier apatride



En un siècle, la petite compagnie anglaise de transport pétrolier a fusionné avec l'exploitant Royal Dutch et est devenue l'un des principaux acteurs du secteur. Répondant à une logique purement privée, ses dirigeants n'ont pas hésité à s'allier au IIIème Reich, à Abacha au Nigéria, ou au SLORC birman ; les dictatures étant toujours moins regardantes sur les questions sociales et environnementales. Aujourd'hui, la compagnie jure qu'elle respecte de hautes normes éthiques, mais ses promesses seront d'autant plus difficiles à tenir que les tensions s'accroissent sur le marché pétrolier.

page 2

### L'Amérique du Sud se tourne vers l'Europe

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

L'ancien président argentin, Eduardo Duhalde, plaide pour un changement d'alliance des États du Mercosur. Pour lui, l'Amérique latine est culturellement plus proche de l'Europe que de l'Amérique du Nord. Elle aspire à une unité politique, et non à s'intégrer dans une zone de libre-échange dominée par les États-Unis. Le Mercosur devrait donc se rapprocher de l'Union européenne plutôt que de négocier la signature de la ZLEA.

page 9

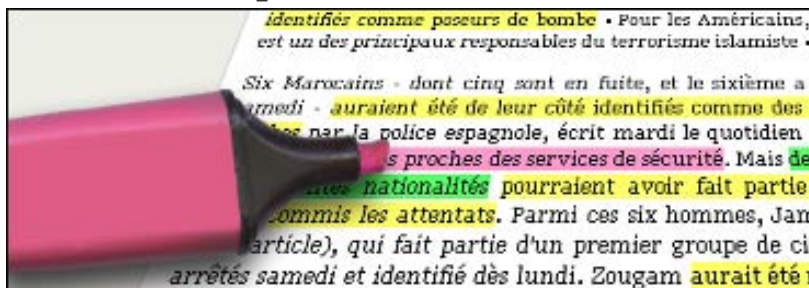
REPÈRE : 19 AVRIL 1993

### Armageddon médiatique à Waco

À Waco, au Texas, les agents lourdement armés du bureau fédéral de l'Alcool, du Tabac et des Armes (BATF) tentent depuis plusieurs semaines de perquisitionner la ferme de la secte apocalyptique des Davidiens. Leur gourou, David Koresh, est accusé de trafic d'armes. La police locale aurait pu s'en charger, mais le BATF et Bill Clinton veulent faire un coup médiatique dans le débat en cours sur la régulation des armes à feu. Le 28 février, 11 chaînes TV avaient été invitées au spectacle du premier assaut... devenu débâcle. Les Davidiens se sont barricadés, 6 d'entre eux et 4 agents ATF sont tués. Après une intense campagne de propagande, l'assaut est donné par les Forces spéciales du général Schoomaker, le 19 avril, déclenchant un incendie où périssent les 80 assiégés, dont 17 enfants. Pour l'extrême droite américaine, c'est la preuve que Clinton met en oeuvre la politique totalitaire « pro arms control » décrite dans le roman néo-nazi *The Turner Diaries*. C'est pour venger « l'holocauste » de Waco que Tim McVeigh fera sauter le bâtiment de l'Administration Fédérale d'Oklahoma City, deux ans plus tard. ■

« LIBÉRATION » SUR LA PISTE DES TERRORISTES

### Un article à prendre au conditionnel



Cet article de *Libération* est remarquable par l'utilisation d'informations de deuxième ou troisième main, obtenues via des sources rarement identifiées. Ainsi, en citant au conditionnel l'AFP, qui elle-même reprend les informations d'une radio espagnole, *Libération* appuie son analyse sur des données dont l'origine est difficilement vérifiable. Plus inquiétant, la plupart des « révélations » de l'article sont le fait des autorités policières. Ce qui n'est pas précisément un gage de fiabilité dans le cadre d'une enquête aussi sensible. Ici, la frénésie du « scoop » rejoint l'exigence de résultats immédiats à laquelle la police est astreinte dans le contexte politique et aboutit inévitablement à ériger les préjugés en certitudes d'un instant. À défaut d'éléments tangibles, le journal et la police s'accrochent à la théorie du « complot islamique mondial » selon laquelle les attentats qui secouent la planète depuis trois ans sont tous le fait d'une unique organisation tentaculaire et souterraine, dont les « réseaux dormants » se réveillent aujourd'hui en Europe pour ébranler l'Occident. Ce faisant, ils accréditent un peu plus le mythe qu'ils contribuent à fabriquer.

## La saga d'une multinationale

# Shell, un pétrolier apatride

**En un siècle, la petite compagnie anglaise de transport pétrolier a fusionné avec l'exploitant Royal Dutch et est devenue l'un des principaux acteurs du secteur.**

**Répondant à une logique purement privée, ses dirigeants n'ont pas hésité à s'allier au IIIème Reich, à Abacha au Nigéria, ou au SLORC birman ; les dictatures étant toujours moins regardantes sur les questions sociales et environnementales.**

**Aujourd'hui, la compagnie jure qu'elle respecte de hautes normes éthiques, mais ses promesses seront d'autant plus difficiles à tenir que les tensions s'accroissent sur le marché pétrolier.**



Shell est aujourd'hui une multinationale comptant plus de 2000 filiales et sociétés rattachées, présentes dans 143 pays et employant plus de 90 000 personnes. Elle reçoit 25 millions de clients par jour et réalise un chiffre d'affaires annuel de 179 milliards de dollars, ce qui, comparé au PIB des États la placerait en 24e position mondiale. Pourtant, malgré cette puissance, Shell se veut apolitique et a toujours affiché sa neutralité dans tous les conflits. Si son seul parti est celui du profit, c'est un parti pris lourd de conséquences.

### Les origines

Le fondateur, Marcus Samuel, venait d'une Angleterre austère, mais cosmopolite et aventureuse : il hérite de la modeste fortune de son père acquise dans l'importation de boîtes faites de coquillages en provenance d'Extrême Orient. Samuel reprend à la fin du 19ème siècle les affaires familiales et se

spécialise dans l'importation de charbon, puis d'hydrocarbures. Il achète et transporte le pétrole russe qu'exploitent les frères Nobel (fils de l'inventeur de la dynamite) et les Rothschild. En 1892, Samuel inaugure sa première flotte de pétroliers destinée à concurrencer celle de la Standard Oil des Rockefeller sur les marchés asiatiques.

Rapidement la Shell se taille une place dans un contexte de guerre des prix fatale aux petits acteurs. Le transporteur signe en grande pompe un contrat de commercialisation de pétrole texan pour une durée de 21 ans. Mais la Shell est (déjà) confrontée au problème de l'estimation des réserves : le gisement s'épuise et elle doit reconverter sa flotte dans le transport de bétail [1]. Elle s'associe alors avec la Royal Dutch de Jan Kessler, Hugo Loudon et Henry Deterding, qui vient d'acquiescer d'importantes concessions en Extrême-Orient. Finalement le transporteur britannique et le producteur néerlandais fusionnent, en 1907, pour former un groupe multinational capable de résister aux Rockefeller.

Le hollandais Deterding devient alors l'homme fort de la nouvelle Shell et y appose la marque de sa personnalité téméraire et autocratique. La firme n'ayant pas de gisement, ni en Angleterre, ni aux Pays-Bas, son caractère bien trempé et audacieux se prête à la stratégie quasi-militaire qui s'impose pour défendre les marchés de la compagnie de par le monde. À l'inverse de la plupart des autres sociétés pétrolières, Shell a donc joué très rapidement un rôle politique sur le plan international, par la force des choses.

Cependant un conflit perdure entre les intérêts de la compagnie et ceux de son principal client, l'Empire britannique, comme l'atteste le discours de Churchill devant le Parlement en 1913 : *« Leur politique consiste - à quoi bon le dissimuler - à s'assurer le contrôle des sources et moyens de production puis à ajuster cette production aux besoins du marché en vue de maintenir les prix... Nous n'avons rien contre la Shell. Ils se sont toujours montrés courtois, compréhensifs, prêts à rendre service, impatients de servir l'Amirauté et de promouvoir les intérêts de la Marine et de l'Empire britanniques - mais à leur prix. »*

La question se pose déjà de savoir envers qui la compagnie doit se montrer loyale, si ce n'est envers ses actionnaires. D'autant qu'elle ne connaît pas de frontières et que, bien qu'elle soit en partie propriété de la famille d'Orange, elle ne reconnaît pas d'allégeance envers un État en particulier, fussent le Royaume-Uni ou les Pays-Bas.

Dans les années 20, trois grandes compagnies se partagent l'essentiel du marché mondial : Exxon, Shell et BP. La guerre des prix qui s'était développée réduisant dramatiquement leurs marges, des réunions secrètes sont organisées dès 1928 pour conclure des ententes afin de limiter la surproduction et de maintenir des prix suffisamment élevés.

La montée du nazisme aura des conséquences sérieuses pour les dirigeants du cartel. Le IIIe Reich exploite efficacement cette coopération et en obtient des brevets stratégiques comme celui de l'essence d'avion à 100 d'indice d'Octane alors que Shell a installé son siège en Angleterre. Les affaires passent avant la guerre et l'idéologie, considérés comme des phénomènes transitoires. À moins que la réalité ne soit plus prosaïque et que la firme n'obéisse à une idéologie inavouable. D'ailleurs, anticommuniste viscéral, Deterding ne cache pas son

admiration pour Hitler et multiplie les provocations. Inquiet, le gouvernement conservateur de Stanley Baldwin le fait écarter discrètement des affaires, en 1936, au moment où, pour des raisons similaires, il pousse Edouard VIII à abdiquer [2]. Deterding venait de débiter des négociations secrètes avec la Wehrmacht pour lui fournir un an d'approvisionnement en pétrole à crédit [3] et espérait récupérer des concessions confisquées par les soviets. Déçu, il se retire en Allemagne où il meurt. Le *Times* du 11 février 1939 rapporte qu'Hitler et Goering envoyèrent des couronnes à ses obsèques.

En 1940, Lord Bearsted, fils du fondateur Marcus Samuel, se fera l'avocat de la détente anglo-germanique sous forme de « *paix négociée* ». Il s'illustrera aussi au sein des services secrets britanniques (MI6) [4].

Les liens de Shell avec le nazisme ne s'arrêtent pas là : les filiales allemande et autrichienne de Shell ont utilisé pendant la Seconde Guerre mondiale plus d'un millier de travailleurs forcés dans leurs raffineries et installations pétrochimiques, sous la garde vigilante et cruelle des S.S. [5].



Le Prince Bernhard préside la première réunion Bilderberg en 1954

En 1954, le prince Bernhard des Pays-Bas, actionnaire de référence de la Royal Dutch Shell, fait oublier son passé aux Hitlerjugend en organisant un club fermé pour l'élite économique atlantiste, le Groupe de Bilderberg. Il en conservera la

présidence jusqu'au scandale Lockheed, en 1976. Du coup, la Shell se trouve au centre d'un réseau relationnel décisionnaire dans le monde occidental et la reine Beatrix ne tarde pas à détenir la première fortune d'Europe.

En 1972, Shell contrôle 12,9 % de la production mondiale de pétrole, en seconde place derrière Exxon. C'est une période transitoire pour l'industrie pétrolière, car elle passe d'une logique de surabondance où des prix suffisamment élevés devaient être maintenus, à une logique de pénurie artificielle entretenue par des décisions politiques. Shell sera la seule compagnie parmi les « *majors* » à anticiper le quadruplement du prix de l'énergie entraîné par les chocs pétroliers et la chute de la demande due à la crise économique, en prenant des mesures telles que l'arrêt immédiat de la construction des supertankers [6]. Cette nouvelle manière d'anticiper l'avenir, initiée par le Shell Group Planning, donnera naissance au GBN (Global Business Network), think tank de décideurs économiques mondiaux et permettra à Shell de se hisser au rang de première compagnie pétrolière mondiale au début des années 90, devant Exxon.

Les chocs pétroliers encouragent les « sept sœurs » (c'est-à-dire les sept grandes compagnies pétrolières mondiales) à intensifier l'exploration dans les zones non contrôlées par le cartel de l'OPEP. La découverte d'importants gisements en Mer du Nord en 1970 et les premiers forages d'exploitation dès 1975 permettront au Royaume-Uni de devenir exportateur de pétrole en 1980, et de financer les grandes restructurations économiques de l'ère Thatcher. Notons à ce sujet que la production en Mer du Nord décline depuis 1999 et que

le Royaume-Uni redeviendra importateur net de brut avant la fin de cette décennie [7].

## Dérivés mortels

La liste des substances toxiques produites et commercialisées par Shell, pour des raisons de rentabilité ou d'avantages concurrentiels et malgré une connaissance préalable des risques de santé pour les populations exposées, est très longue. En voici quelques exemples.

Dès 1945, Shell développe une nouvelle classe de pesticides à partir des déchets de la fabrication du caoutchouc synthétique, les fameuses « *drines* » : principalement l'aldrine et la dieldrine, qui seront utilisés notamment pour lutter contre des insectes devenus résistants au DDT. La haute toxicité de ces produits pour toutes les autres espèces, dont l'homme, sera rapidement prouvée et leur utilisation interdite en Amérique du Nord et en Europe dans les années 70, ce qui n'empêchera pas Shell de les produire et de les commercialiser dans d'autres pays jusqu'à la fin du 20ème siècle.

De même, le pesticide connu sous le nom de DBCP, utilisé pour traiter les bananes et principalement fabriqué par Shell et Dow Chemicals dès le début des années 50 deviendra tristement célèbre pour avoir rendu stériles la plupart des employés travaillant dans les usines où il était produit. La production sera arrêtée en 1977 et une série de procès intentés contre les fabricants, ce qui ne stoppera pas la pollution pour autant : à l'automne 1979, plus de 950 000 Californiens consommaient une eau dont le taux DBCP était considéré comme dangereux.

## Apartheid et racisme environnemental

Dans les années 80, alors que la plupart des grandes multinationales boycottent le gouvernement raciste d'Afrique du Sud, la filiale locale de Shell poursuit ses activités dans le pays [8], tout en s'achetant une bonne conscience par des campagnes pour l'éducation et le progrès social souvent surmédialisées. Une campagne de boycott est lancée contre Shell qui réagit en contractant une agence de communication pour mener une campagne anti-boycott. La dure réalité, dans les quartiers pauvres de Durban, c'est la plus grande pollution souterraine aux hydrocarbures documentée à ce jour. Dans cette zone se trouve la plus grande raffinerie de pétrole brut d'Afrique du Sud, qui a connu de nombreux accidents depuis son ouverture dans les années 60, accidents sérieusement documentés à partir des années 90 uniquement. On estime à environ 1 million de litres la quantité de pétrole disséminée dans le sous-sol de la partie Sud de cette ville du fait des fuites des vieux pipelines, ou encore 5 tonnes de fluorure d'hydrogène, substance très dangereuse, dispersées lors d'une explosion en 1998. Une pollution au plomb a également eu lieu en mars 2001 en raison de la vétusté des réservoirs utilisés, qui avaient plus de vingt ans. Le taux de leucémie à Durban est 24 fois supérieur à celui du reste de l'Afrique du Sud [9], mais Shell refuse toujours de prendre en charge l'assainissement des lieux. Il n'est donc pas exagéré de parler de racisme environnemental en ce qui concerne Durban.



En 1992, la diffusion d'un reportage britannique montre quarante mille villageois forcés de travailler sur le gisement de gaz d'Apyauk, en Birmanie. Devant le scandale, Shell met fin à l'exploitation malgré un investissement de près de deux cent millions de dollars [10].

1995 est une année noire pour l'image de Shell ; le projet de démantèlement sauvage de la plate-forme *Brent Spar*, en Mer du Nord, soulève l'indignation d'organisations de défense de l'environnement et contraint la multinationale à revoir son plan.

Au Nigéria, comme dans une bonne partie de l'Afrique subsaharienne, les sœurs rivales mènent des guerres concurrentielles par milices interposées. Shell s'identifie au régime du général Sani Abacha. À la demande de la firme, les manifestations sur ses sites industriels sont violemment réprimées par la police mobile para-militaire. On dénombre 80 morts et 495 habitations détruites rien que pour les événements du 30 et 31 octobre 1990. La pendaison de dirigeants de l'opposition, dont l'écrivain Ken Saro-Wiwa (photo), en 1995, suscite une réprobation mondiale. Shell est mise en accusation et le Nigéria est exclu pour deux ans du Commonwealth. La compagnie prend alors de bonnes résolutions et des engagements éthiques à grand renfort d'espaces publicitaires dans le *Financial Times*, l'*Economist* et même dans le mensuel de gauche *Mother Jones*.



## Le changement climatique

Lorsque le problème des changements climatiques provoqués par l'augmentation du taux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère s'impose dans les débats scientifiques, au début des années 90, Sir John Collins, P.D.G. de Shell pour le Royaume-Uni déclare : « *Le plus gros défi que doit relever l'industrie énergétique est celui de l'environnement global et du réchauffement global* ». Effectivement, Shell tentera de relever ce défi, mais en rejoignant la *Global Climate Coalition*. Ce groupe de pression dépense plusieurs dizaines de millions de dollars pour tenter d'influencer les négociations des Nations unies sur le climat qui devaient culminer en 1997 avec l'élaboration du Protocole de Kyoto. Il conteste les conclusions d'une majorité de scientifiques reconnus. Pourtant Shell entreprend simultanément de surélever ses plates-formes de forage en prévision de l'augmentation du niveau des eaux dû à la fonte des glaces.

En mai 2000 la **Fondation Shell** est créée, avec un budget initial de 30 millions de dollars qui seront consacrés à l'énergie durable et à des œuvres sociales dans le monde entier. Malgré les sommes conséquentes investies, beaucoup y voient l'affichage d'une bonne volonté destiné à s'acheter une crédibilité auprès de l'opinion publique. En effet, en comparaison des investissements effectués chaque jour dans les infrastructures pétrolières et gazières, c'est une goutte d'eau dans l'océan. Développer et produire des substances chimiques ou additifs pétroliers connus ou soupçonnés d'être des toxiques cancérigènes, mutagènes ou hormonaux, accélérer l'épuisement d'une ressource irremplaçable dont la

combustion à l'échelle globale provoque des changements climatiques irréversibles, transformer brutalement des micro-économies agraires du monde sous-développé en complexes industriels polluants au service principalement du consommateur de l'hémisphère Nord, tout cela participe bien d'une toute autre logique.

Lors de l'invasion de l'Irak en 2003, l'industrie pétrolière nationale est confiée à des Irakiens, sous administration « civile » du général retraité Jay Garner. En fait, c'est un « Conseil pour l'industrie pétrolière irakienne » dirigé par l'ancien patron de Shell-USA et de la société d'ingénierie Fluor Corporation, Philipp J. Carroll, qui prend les véritables décisions, à commencer par la révocation ou suspension des contrats signés par des compagnies russes, chinoises ou françaises [11].

## Dans l'attente de la pénurie

Paradoxalement, ce fut un chercheur du laboratoire Shell de Houston, Texas, qui dans les années 50 prédit à l'aide d'une nouvelle technique que le déclin de la production domestique de pétrole des États-Unis interviendrait vers 1970. Théoricien malgré lui du déclin inéluctable de l'ère du pétrole, King Hubbert fut à l'époque considéré par beaucoup d'experts comme un illuminé. Pourtant, en 1971, la production entama un déclin qui se poursuit aujourd'hui alors que les États-Unis doivent importer 63 % du pétrole qu'ils consomment. Cette même méthode, appliquée à la production mondiale, a conduit des **géologues indépendants** à estimer que le pic absolu de la production mondiale aura lieu durant la décennie présente. Un autre tabou, celui de la surévaluation des réserves par les compagnies, dans le but d'appâter leurs investisseurs, vient d'être partiellement levé au début de l'année 2004 : il a été révélé que 20% des réserves « prouvées » de Shell, soit près de 4 milliards de barils, devaient être requalifiées en réserves « probables » [12]. Mais le débat médiatique a surtout porté sur la démission du président de la société, Philipp Watts, plutôt que sur les problèmes de fond.

La gestion de la compagnie anglo-néerlandaise échappe sans aucun doute aux deux grands États qui l'hébergent. Loin d'être apolitique comme le prétend sa direction, cette gestion est en elle-même une politique qui répond à des intérêts commerciaux, privés et transnationaux.

### Arthur Lepic

---

[1] *Les sept sœurs*, Anthony Sampson, éditions Alain Moreau, 1976

[2] Pour sauver la face, il est convenu de justifier cette décision au public en évoquant une histoire d'amour. Pendant la Guerre mondiale, Edouard VIII devenu duc de Windsor, sera placé sous la garde des États-Unis aux Bahamas.

[3] « *Unloveable Shell, the Goddess of Oil* », Andy Rowell, The Guardian, 15 Novembre 1997

[4] *Lobster* n° 22, *Who's who of appeasers*, Octobre 91

[5] « *Case Watch : Slave Labor at Royal/Dutch Shell Group* »

[6] *The Prize : The Epic Quest for Oil, Money, and Power*, Daniel Yergin, 1992

[7] « *UK North Sea oil production is collapsing* », Jeremy Cresswell

[8] Extraits de l'ouvrage *Riding the Dragon* : « *Two Different Worlds* »

[9] *Riding the Dragon*, Jack Doyle, Environmental Health Fund, 2002

[10] Bibliothèque électronique : « *Derrière chaque grande fortune se cache un crime - La France et Total complices de la tragédie birmane* »

[11] Voir à ce sujet notre article « *Le partage des marchés afghan et irakien* »

[12] Les réserves « prouvées » sont commercialement viables à court terme alors que les réserves « probables » se situent dans une perspective d'exploitation plus floue et reculée dans le temps

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .



# L'Amérique du Sud se tourne vers l'Europe

## Analyse

L'ancien président argentin, Eduardo Duhalde, plaide dans *Clarín* pour un changement d'alliance des États du Mercosur. Pour lui, l'Amérique latine est culturellement plus proche de l'Europe que de l'Amérique du Nord. Elle aspire à une unité politique, comparable à l'Union européenne, et non à s'intégrer dans une zone de libre-échange continentale dominée par les États-Unis. Le Mercosur en général et l'Argentine en particulier devraient donc se rapprocher de l'Union européenne plutôt que de négocier la signature de la ZLEA.

Dans un discours aux accents de déjà vu, dont le *Wall Street Journal* reproduit de larges extraits, le vice-président Dick Cheney dresse le bilan glorieux de George W. Bush luttant vaillamment contre le terrorisme comme Ronald Reagan le fit contre le communisme. Il regrette bien sûr le refus de son concurrent, John Kerry, de livrer cette guerre. Et salue le courage de son candidat qui combat l'Axe du Mal avec les mêmes qualités que Reagan contre l'Empire du Mal.

Autre métaphore martiale : le député atlantiste français Alain Madelin brocarde dans *Le Figaro* la lâcheté des Espagnols qui n'ont pas résisté à la pression des attentats et veulent se retirer d'Irak. Il affirme que les démocraties sont en guerre depuis le 11 septembre et exhorte à ne pas céder au syndrome de Munich. On ne saurait s'étonner de ce point de vue, dans sa jeunesse, M. Madelin pensait que combattre le totalitarisme stalinien obligeait à soutenir les crimes états-uniens au Vietnam et en Amérique latine. Aujourd'hui, il reconstruit un monde imaginaire manichéen dans lequel le camp de la démocratie se rassemble derrière George W. Bush. Mais l'esprit munichois se situe-t-il, comme il l'écrit, du côté de ceux qui demandent le retrait d'Irak ou du côté de ceux qui refusent de combattre un Empire belliqueux ?

Après l'invective, la dérision. Max Boot se moque, dans le *Los Angeles Times*, à la fois des critiques de fond contre George W. Bush et de ceux qui les formulent. Mais il ne répond à aucune question, se contentant de considérer que cette accumulation d'accusations est d'une telle gravité qu'elle est forcément fausse. Paradoxalement, il risque un effet inverse : le lecteur peut prendre conscience d'un paysage dont il n'avait qu'une vision parcellaire.

Le sénateur centriste Pierre Fauchon se prononce dans *Le Figaro* pour la création d'une police et d'une justice européennes pour lutter contre le terrorisme. Encore faudrait-il que ce nouveau système ne serve pas à généraliser des abus de pouvoir comme peut le faire craindre l'actuelle procédure contre les réfugiés politiques italiens en France.

À ce sujet, Enrico Porsia, rédacteur en chef du magazine *Amnistia*, rappelle dans *Le Monde* que les Brigades rouges, dont il a été un des responsables, n'étaient pas des délinquants, mais des militants politiques. L'Italie de ces années-là vivait une guerre civile de basse intensité que les combattants d'extrême gauche ont perdue militairement. Ils ne peuvent être jugés si leurs adversaires néo-fascistes ne le sont pas non plus.

Le député travailliste Clive Soley vient à la rescousse de Tony Blair dans *l'International Herald Tribune*. Il reconnaît que la guerre d'Irak n'avait pas de fondement juridique suffisant et que la question des armes de destruction massive a été exagérée. Mais c'est pour mieux souligner que le droit ne prend pas en compte le devoir d'ingérence face aux dictatures. Le problème, en réalité, est que le devoir d'ingérence ne donne pas le droit de coloniser.

Le prochain bombardement « humanitaire » sera-t-il en Syrie ? Beaucoup militent en ce sens à Washington. Comme pour préparer les esprits, Nir Boms et Erick Stakelbeck de la Fondation pour la défense des démocraties annoncent dans le *Jerusalem Post* la prochaine chute de Bashar El-Assad. Selon eux, la Syrie est une dictature au bord de l'effondrement. Cependant, pour décrire la cruauté du régime ils évoquent comme seul exemple la répression par le père de l'actuel président du complot des officiers, soutenu par les Frères musulmans et le Front islamique, il y a vingt-deux ans.

**Réseau Voltaire**

## Eduardo Duhalde



Ancien président de la République argentine (élu par le parlement après la crise de 2001), Eduardo Duhalde est président de la Commission des représentants du Mercosur.

### « L'Europe est plus proche que la ZLEA »

Source : Clarin

Référence : « Europa, más cerca que el ALCA », par Eduardo Duhalde, *Clarín*, 18 mars 2004.

Les chancelleries d'Argentine et du Brésil ont déclaré ces derniers jours qu'elles voyaient plus de perspectives d'accords entre le **Mercosur** et l'Union européenne qu'avec la **Zone de libre échange des Amériques (ZLEA)**. Ce n'est pas une affirmation idéologique, mais une présentation objective de la réalité mondiale et régionale. L'histoire de nos nations facilite les relations entre l'Amérique du Sud et l'Europe. La ZLEA n'est qu'un accord de libre-échange alors que le Mercosur vise à devenir une véritable union politique, culturelle, sociale, commerciale, etc. comme l'Union européenne.

L'Europe, dans les années 50, s'est construite autour du projet de constitution d'un marché commun et nous suivons cette voie également. Nous avançons vers plus d'intégration, conjointement avec la **Communauté des nations andines**. Cette intégration a d'ailleurs été vantée par **Chris Patten**, le commissaire européen aux Relations extérieures, qui a appelé à un rapprochement de l'Europe avec l'Amérique latine.

Le Mercosur, la communauté andine et le Chili ont pris la décision d'adopter des positions communes lors des discussions avec les États-Unis au sujet de la ZLEA. Washington a accepté d'avancer dans cette direction, mais refuse pour l'instant de supprimer ses aides agricoles comme nous le réclamons. Par ailleurs, les États-Unis veulent que cet accord serve aux entreprises états-uniennes à accéder à tous les marchés d'Amérique du Sud, comme l'a déclaré **Colin Powell** au Congrès, et que les pays membres soutiennent désormais la politique étrangères des États-Unis. Les États-Unis veulent s'appropriier nos marchés sans contrepartie et cela nous laisse penser que nous sommes donc plus proches de l'Union européenne que de la ZLEA.

## Dick Cheney



Ancien PDG d'Halliburton, [Dick Cheney] est vice-président des États-Unis et ancien secrétaire à la Défense de George Herbert Walker Bush pendant la première Guerre du Golfe.

### « Un choix clair »

Source : Wall Street Journal

Référence : « A Clear Choice », par Dick Cheney, *Wall Street Journal*, 18 mars 2004.

Cette tribune est la reprise du discours prononcé le 17 mars 2004 au Ronald Reagan Presidential Library and Museum.

La Guerre froide a pris fin parce que Ronald Reagan était président des États-Unis. Après la chute du communisme soviétique, beaucoup ont cru que l'Amérique n'aurait plus jamais à faire face à un tel adversaire, mais aujourd'hui, nous avons un nouvel adversaire qui requiert les mêmes qualités que celles de Ronald Reagan pour le combattre. Il faut également soutenir ceux qui, dans le monde, se battent pour la liberté, la justice et la démocratie. Le 11 septembre a ouvert une nouvelle ère et nous a fait prendre conscience que les terroristes pouvaient représenter un plus grand danger encore s'ils acquièrent des armes de destruction massive. S'ils en avaient, ils n'hésiteraient pas un instant pour s'en servir et nous devons donc tout faire pour en protéger notre population. Trop longtemps, nous avons considéré le terrorisme comme le fait de criminels isolés et nous n'avons pas compris les signes que représentait la multiplication des attentats contre nous jusqu'à celui du 11 septembre.

Depuis, nous avons changé de stratégie. Nous avons renforcé notre sécurité intérieure et nous sommes passés à l'offensive. Nous avons fait subir de grandes pertes aux terroristes grâce à de meilleures informations et nous avons mis sur pied une politique de lutte contre la prolifération. Nous avons appliqué la doctrine Bush et désormais les soutiens du terrorisme devront rendre des comptes. Cette doctrine a entraîné la chute des Talibans et celle de Saddam Hussein après qu'il eut refusé de céder aux demandes de l'ONU. Dans notre action, nous avons reçu le soutien de nombreux pays et les objections de quelques autres, mais nous ne demanderons jamais l'autorisation pour assurer notre sécurité. Les attentats en Irak et en Espagne nous prouvent qu'il y a encore beaucoup à faire, mais notre détermination reste entière et nous obtenons déjà des résultats comme le montre le changement d'attitude de la Libye.

Durant cette période difficile, le président **George W. Bush** a fait preuve de grandes qualités et a agi comme il le fallait. Il est soutenu par les alliés de l'Amérique et craint par ses ennemis. Pourtant, **John Kerry** affirme qu'il a reçu le soutien de chefs d'États étrangers, tout en refusant de dire de qui il s'agit. Les électeurs doivent savoir. Vu ses prises de positions passées, si Kerry avait eu la possibilité de décider, Saddam Hussein serait encore au pouvoir et contrôlerait le Koweït. Kerry affirme que les seuls pays qui soutiennent les États-Unis y ont été forcés. C'est un manque de respect pour nos alliés et il agit comme si les seuls États méritant le respect étaient ceux qui se sont opposés à nous.

Kerry affirme également que nos troupes n'ont pas reçu le soutien qu'elles méritaient alors qu'il a refusé de voter pour les 87 milliards de dollars prévus pour les aider. Dans son parcours sinueux sur les questions de défense, il

n'existe qu'une constante : son opposition systématique au vote des budgets des nouveaux armements militaires, des armes qui, aujourd'hui, nous protègent. Il refuse par ailleurs d'utiliser le mot « guerre » pour désigner notre combat contre le terrorisme. Dans ces conditions, l'élection à venir sera aussi importante que celle de 1984.

## Alain Madelin



Député UMP d'Ille-et-Vilaine, Alain Madelin est ancien ministre français de l'Économie et des finances (1995). Il a participé à la création de la Nouvelle Initiative Atlantique de l'American Enterprise Institute.

### « Le Munich des démocraties ? »

Source : Le Figaro

Référence : « Le Munich des démocraties ? », par Alain Madelin, *Le Figaro*, 18 mars 2004.

La tragédie du 11 mars, rapidement revendiquée par Al Qaïda, est assurément une leçon qu'a voulu donner ce groupe à un gouvernement allié des Américains. Les événements ont propulsé au pouvoir ceux qui s'étaient engagés à revoir la participation militaire espagnole en Irak. Le dimanche 14 mars constitue, qu'on le veuille ou non, une victoire pour les terroristes aux conséquences redoutables.

On aimerait se rassurer en feignant de voir dans ce bouleversement électoral la défaite d'un gouvernement trop prompt à imputer à ETA la responsabilité des attentats de Madrid. Pourtant, le gouvernement avait fait preuve de transparence dans les éléments de l'enquête et il n'avait pas besoin d'imputer l'attentat à ETA pour gagner. En outre, vu les arrestations et les attentats évités ces derniers temps, la thèse ETA était vraisemblable. La défaite du **Parti populaire** n'est pas la défaite du mensonge, c'est la victoire de la peur. **José-Maria Aznar** a été sanctionné parce qu'avec les victimes de Madrid, beaucoup d'Espagnols ont eu le sentiment de payer le prix d'un engagement dont ils n'étaient pas responsables.

Cela découle d'une tragique naïveté et conduit à un tragique résultat : Al Qaïda sait désormais que les opinions des démocraties européennes sont fragiles et qu'elles sont en mesure d'exiger de leur gouvernement que ceux-ci fassent tout pour que leur pays ne soit pas la cible du terrorisme. La France n'est pas à l'abri, elle a été visée à Karachi et dans plusieurs attentats déjoués sur notre propre sol. Elle a été menacée pour **sa loi réprimant le foulard islamique** à l'école, **faudra-t-il y renoncer** ? Il y a aussi beaucoup de naïveté dans les affirmations des chancelleries européennes précisant qu'il faut apporter des solutions en Irak et au Proche-Orient pour mettre un terme à ces tragédies. Les démocraties ne sont pas visées pour ce qu'elles font, mais pour ce qu'elles sont. Les démocraties sont en guerre depuis le 11 septembre 2001 et la défaite d'Aznar est aussi la nôtre. Vous avez dit Munich ?

## Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

### « L'Évangile selon la gauche barjot »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The Gospel According to the Loony Left », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 18 mars 2004.

Les oligarques républicains néo-conservateurs militaro-industriels qui dirigent le pays ont commis toutes sortes d'actions néfastes depuis qu'ils ont volé la Maison-Blanche à Al Gore.

Ils ont démolé l'Irak pour permettre à **Halliburton** de gagner des milliards de dollars grâce à la reconstruction et ils ont permis à **Enron**, **MCI** et **Martha Stewart** de détourner des millions des économies des travailleurs américains. Ils ont pris le contrôle de la Cour suprême en y nommant **Antonin Scalia**. Ils ont même mis en scène le 11 septembre pour détruire notre ordre constitutionnel. Mais que faut-il attendre de la dynastie Bush ? Le grand père, Prescott, faisait affaire avec les nazis, le père **George** a négocié avec les Iraniens pour retarder la libération des otages en 1980 et le fils **George W.** a déserté son service militaire, puis menti à ce propos. Dernièrement, ils ont franchi toutes les limites en renversant **Jean-Bertrand Aristide** et en transformant une île pacifique en un lieu violent. **John Kerry** a déclaré qu'il n'avait jamais vu une telle bande d'escrocs et de menteurs.

On ne sait pas bien pourquoi ils ont été semer le trouble à Haïti, mais ils devaient avoir de bonnes raisons. Peut-être que Bush est si stupide qu'il a cru qu'il y avait du pétrole. Heureusement, des âmes braves sont prêtes à affronter les affirmations de **John Ashcroft** et des partisans de Bush qui prétendent qu'Haïti ne serait pas un modèle de démocratie depuis qu'Aristide a truqué les élections et qu'il appelait à la violence contre ses opposants. **Jeffrey D. Sachs** a demandé publiquement quel rôle avait joué la **CIA** dans la chute d'Aristide. Vous noterez que pour l'instant, il ne fait que demander.

Déjà, les plus fins limiers, **Gore Vidal**, **Michael Moore** et **Noam Chomsky**, sont en train d'enquêter. C'est aussi le cas des congressistes noirs qui avaient déjà révélé que la CIA avait participé au trafic de drogue dans les quartiers noirs ou, par la voix de l'ancienne députée **Cynthia McKinley**, que l'administration Bush connaissait les plans du 11 septembre avant qu'il ait lieu. Avec de telles personnes, le complot sera bientôt mis à jour.



## Pierre Fauchon



Pierre Fauchon est sénateur français (Union Centriste) de Loir-et-Cher, vice-président de la Commission de lois et membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne

### « Agir et non gémir »

Source : Le Figaro

Référence : « Agir et non gémir », par Pierre Fauchon, *Le Figaro*, 18 mars 2004.

Les terroristes auront une victoire supplémentaire si les Européens se consacrent plus au recueillement qu'à l'organisation du combat. À travers plusieurs rapports intéressants, le Sénat plaide non pas pour une harmonisation ou une coordination des moyens, mais à l'unification de la lutte contre le terrorisme.

Le terrorisme, c'est la guerre et la clé de l'efficacité est dans l'unité des textes, des moyens et des stratégies. Il faut unifier les textes nationaux en Europe, il faut créer une vraie « police fédérale », dont Europol n'est qu'une pâle et lointaine préfiguration. Il faut également créer un parquet centralisé ayant plus de moyens qu'Eurojust. Les terroristes ne s'embarrassent pas de frontières ou de traditions nationales, si les Européens ne font pas de même, leur passivité relèvera de la complicité.

## Enrico Porsia

Enrico Porsia, rédacteur-en-chef d'*Amnistia.net* est ancien responsable des Brigades rouges.

### « La guerre italo-italienne est finie »

Source : Le Monde

Référence : « La guerre italo-italienne est finie », par Enrico Porsia, *Le Monde*, 18 mars 2004.

À propos des années de plomb en Italie, le président de la Commission parlementaire italienne sur le terrorisme a déclaré que le pays avait connu dans les années 70 « une guerre civile non officiellement reconnue », « une guerre civile, bien que de basse intensité ». Les guerilleros italiens ne se battaient pas contre une dictature, mais affrontaient une République et un Parlement démocratiquement élu. Pourtant, cette république italienne, issue de la guerre antifasciste, n'a rien eu de plus pressé que d'amnistier les prisonniers fascistes pour les recycler dans les services de l'État et, de nos jours encore, la première page du code pénal s'orne de la signature du Duce. La Démocratie chrétienne s'est maintenue au pouvoir pendant 40 ans en agitant la menace du coup d'État. Les organisations combattantes d'extrême gauche ont perdu militairement et politiquement, mais l'État n'a gagné que militairement et a été balayé par l'ouragan « mains propres » déclenché par les juges. En ne gagnant que militairement, l'État n'a pas l'autorité morale pour dépasser le conflit. L'État est toujours jugé illégitime et aujourd'hui, on parle de « régime Berlusconi ». Ce terme « régime » ne fait pas bon ménage avec la démocratie et s'associe vite au terme « résistance ».

L'affaire Battisti a commencé sur la question du respect de la parole donnée par la France, mais elle a abouti à un procès populaire des protagonistes italiens des années 70 qui ont démontré que la haine est encore vivante. Dans ce conflit, les mots sont piégés puisque le « repentir » a été confisqué par la loi sur les collaborateurs de justice, encourageant la délation, et « dissocié » désigne la loi sur « l'abjuration », un terme emprunté à l'inquisition. L'État italien a piégé les termes d'apaisement. Il devrait pourtant reconnaître que cette guerre est finie.

## Clive Soley



Clive Soley est député britannique du New Labour.

### « Tyrans et États en déliquescence : le monde doit trouver un moyen d'intervenir »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Tyrants and failed states : The world must find a way to intervene », par Clive Soley, *International Herald Tribune*, 18 mars 2004.

Il y a un an, 412 députés britanniques votaient en faveur de l'action militaire en Irak, 149 s'y opposaient. L'Irak était un sujet qui a divisé le Royaume-Uni et cela débouche sur des accusations de mensonge déraisonnables.

Le Premier ministre a fait une erreur tactique en insistant excessivement sur les armes de destruction massive et il l'a payé au prix fort, mais les opposants à la guerre font eux aussi face à des questions délicates. La gauche est claire dans sa critique de l'administration Bush, mais elle ne propose rien pour gérer la question des dictateurs. Dans les cas extrêmes, les changements de régime ne sont pas seulement politiquement justifiés, ils sont moralement nécessaires.

L'action militaire au Kosovo a été largement soutenue par la gauche sans soutien de l'ONU. La Tanzanie a renversé Idi Amin, le Vietnam a renversé Pol Pot et l'Inde a soutenu l'indépendance du Bangladesh sans mandat de l'ONU.

Qui, par ailleurs, peut défendre la façon dont nous avons laissé perpétrer le génocide au Rwanda ? Le principal problème avec Saddam Hussein est que le monde n'a pas agi plus tôt malgré 17 résolutions de l'ONU. Il aurait fallu inculper Saddam Hussein pour ses crimes comme nous devrions aujourd'hui inculper **Robert Mugabe**. La gauche manifesterait-elle si nous le faisons ?

Il faudrait envoyer des inspecteurs de l'ONU au Zimbabwe. Si les membres du Conseil de sécurité sont prêts à s'occuper de la question des régimes despotiques, on peut parvenir à un régime interventionniste efficace qui utilisera l'invasion en dernier recours. Il faut donner des droits aux individus plutôt que des droits aux États.

## Nir Boms, Erick Stakelbeck

Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyeddu cabinet Benador associates.

Erick Stakelbeck est rédacteur pour l'Investigative Project, un institut de recherche sur le terrorisme basé à Washington.

### « La chute prochaine d'Assad ? »

Source : Jerusalem Post

Référence : « The coming fall of Assad ? » par Nir Boms et Erick Stakelbeck, *Jerusalem Post*, 18 mars 2004.

Bashar El-Assad a fait disperser brutalement des émeutes anti-gouvernementales dans le Nord de la Syrie et garde le contrôle des 22 millions de Syriens, mais pour les réformateurs syriens, il ne s'agit que du calme avant la tempête. Les émeutes avaient éclaté après l'arrestation de plusieurs avocats de la démocratie et d'un diplomate américain lors d'une manifestation organisée par les comités pour la défense des libertés démocratiques et des Droits de l'homme devant le Parlement syrien. Les autorités syriennes ont présenté leurs excuses pour la détention du diplomate, mais pas pour la répression menée ce week-end.

D'après des sources kurdes, la répression a fait près d'une centaine de morts et plusieurs centaines de blessés. Ce soulèvement a commencé lors d'un match de football dans le nord du pays entre le club de la ville de Qamoshli et celui de Fituwya, une ville proche de la frontière avec l'Irak. Les supporters du club visiteur ont commencé à chanter « Vive Saddam Hussein ». Les supporters locaux ont alors chanté « Vive Barazani » (le leader kurde irakien) et « Vive la démocratie ». Cela a dégénéré en bagarre dans le stade, puis dans la rue, où la police s'en est prise aux Kurdes. Les manifestations de soutien aux émeutiers furent aussi réprimées, une attitude condamnée par le **département d'État** et les Kurdes irakiens, qui ont menacé d'intervenir.

Lundi, les Kurdes syrien d'Europe ont tenu des manifestations devant les ambassades de Syrie en Belgique et en Suisse afin d'attirer l'attention européenne sur les massacres au moment où Bashar El-Assad tente de se rapprocher de l'Union européenne. Les Kurdes craignent surtout de voir se répéter les massacres de 1982 qui ont fait 20 000 morts.

#### RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux  
[www.reseauvoltaire.net/forum.html](http://www.reseauvoltaire.net/forum.html)

Pour mener des actions politiques ou militaires, les gouvernements ont besoin de les rendre légitimes aux yeux de la population. Ils utilisent pour cela des « plans médias » très élaborés et produisent eux-même des informations que la presse va diffuser et commenter. Face à cette volonté, les journalistes n'ont pas toujours la distance critique qui s'impose. Une méthodologie dans la lecture de la presse devient donc indispensable à chaque citoyen. Quelles sont les sources des informations qui nous servent à porter un jugement, à prendre position, à accepter des décisions ? « La presse de référence passée au stabilo » est un outil pédagogique librement utilisable en classe.

## LA PRESSE PASSÉE AU STABILO

« Libération » sur la piste des terroristes

# Un article à prendre au conditionnel

Cet article du quotidien *Libération* est remarquable par l'utilisation systématique d'informations de deuxième ou troisième main, obtenues via des sources rarement identifiées. Ainsi, en citant au conditionnel l'Agence France-Presse, qui elle-même reprend les informations d'une radio espagnole, *Libération* appuie son analyse sur des données dont l'origine est difficilement vérifiable. Plus inquiétant, la plupart des "révélations" comprises dans l'article sont clairement le fait des autorités policières. Ce qui n'est pas précisément un gage de fiabilité dans le cadre d'une enquête aussi sensible. Ici, la frénésie du "scoop" rejoint l'exigence de résultats immédiats à laquelle la police est astreinte dans le contexte politique et aboutit inmanquablement à ériger les préjugés en certitudes d'un instant. À défaut d'éléments tangibles, le journal et la police s'accrochent à la théorie du "complot islamique mondial" selon laquelle, de New York à Nadjaf, de Madrid à Casablanca, les attentats qui secouent la planète depuis trois ans sont tous le fait d'une unique organisation tentaculaire et souterraine, dont les "réseaux dormants" se réveillent aujourd'hui en Europe pour ébranler l'Occident. Ce faisant, ils accréditent un peu plus le mythe qu'ils contribuent à fabriquer.

Ces méthodes approximatives d'investigation conduisent à des non-sens comme la conclusion de l'article : *Libération* écrit ainsi que "selon *El Pais*", la cassette de revendication attribuée à Al Qaïda est authentique, bien que la personne qui y figure n'ait pas été identifiée. "Authentique" signifie-t-il que la cassette a bien été enregistrée avec une caméra ?

**Légende :**

Surlignement rose = sources non identifiées

Surlignement jaune = conditionnel de précaution

Surlignement vert = spéculations, imprécisions

**Zarqaoui, un nom derrière les attentats de Madrid**

Selon les médias espagnols, le Jordanien **aurait commandité le carnage**, un Algérien **l'aurait organisé**, et six Marocains **seraient identifiés comme poseurs de bombe** • Pour les Américains, Zarqaoui est un des principaux responsables du terrorisme islamiste •

mardi 16 mars 2004

Liberation.fr - 19:13

Selon la radio privée espagnole Cadena Ser, citée par l'AFP, un Algérien déjà connu par la police, Said Arel, **aurait coordonné la préparation des attentats de Madrid** sous les ordres du Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, **soupçonné de liens avec le réseau terroriste Al-Qaeda**, et dont la tête a été mise à prix par Washington pour 10 millions de dollars.

**Pour les Américains**, ce Jordanien de 37 ans, de son vrai nom Fadel Nazzal al-Khalayleh, est aujourd'hui le principal maître d'œuvre du terrorisme islamiste en Irak, mais aussi au Maghreb et en Europe (Libération de lundi). **Les Etats-Unis** l'ont désigné comme le « suspect numéro un » dans les attentats survenus en août 2003 à Najaf (Irak) et contre les bureaux de l'ONU à Bagdad. Grièvement blessé à la jambe pendant l'offensive américaine contre les talibans en Afghanistan, **il aurait été exfiltré puis opéré** en Irak. C'est là qu'**il aurait commandité l'assassinat d'un diplomate américain** en poste à Amman en 2002.

Six Marocains - dont cinq sont en fuite, et le sixième a été arrêté samedi - **auraient été de leur côté identifiés comme des poseurs de bombes** par la police espagnole, écrit mardi le quotidien « El Pais », citant **des sources proches des services de sécurité**. Mais **des activistes de différentes nationalités pourraient avoir fait partie du groupe ayant commis les attentats**. Parmi ces six hommes, Jamal Zougam (lire l'article), qui fait partie d'un premier groupe de cinq hommes arrêtés samedi et identifié dès lundi. Zougam **aurait été reconnu par deux survivants des attentats** dans les trains de banlieue madrilènes. Selon Cadena Ser, **un voyageur** a ainsi affirmé qu'il se trouvait dans le même wagon que lui, appuyé contre une des cloisons.

Jamal Zougam fait partie d'une famille discrète d'épiciers marocains du quartier populaire de Ascao depuis 15 ans, indique « El Pais ». Leurs activités commerciales s'étaient étendues à d'autres commerces, tenus par les fils de la famille. Cela allait de la droguerie à la vente de téléphones portables et de cartes téléphoniques, dont s'occupait, depuis peu, Jamal. A 33 ans, Jamal n'est pas un inconnu des dossiers de l'antiterrorisme : il a été cité à deux reprises par le juge madrilène Baltasar Garzon dans une enquête sur la préparation des attentats du 11 septembre 2001 à New York - mais pas inculpé. Lié à la filière des intégristes marocains afghans, **il serait également impliqué dans les attentats du 16 mai 2003 à Casablanca** (45 morts). Selon le quotidien marocain « Aujourd'hui le

Maroc » de lundi, Zougam aurait été hébergé à Madrid par Abdelaziz Benyaïche, frère de Salaheddine Benyaïche, arrêté au Maroc dans le cadre de l'enquête sur ces attentats. Derrière ces attaques, encore l'ombre d'al-Zarqaoui.

Les enquêteurs tentent aussi de remonter la piste des explosifs et des détonateurs utilisés dans les attentats, tous de fabrication espagnole. La manière dont les terroristes se les sont procurés « est encore une des grandes inconnues » de l'investigation, écrit « El Pais ». Les investigateurs pensent qu'un des poseurs de bombe aurait fait ses études à l'Ecole des mines de Nancy (France), indique sans autres précisions le quotidien.

Par ailleurs, la cassette vidéo retrouvée samedi, dans laquelle un inconnu a revendiqué les attentats au nom du réseau terroriste Al-Qaeda, « est authentique », affirme « El Pais ». Mais la police ignorerait cependant toujours l'identité de l'individu qui apparaît dessus. La police chercherait notamment à savoir si cette voix est la même que celle qui avait revendiqué les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.